



12 DÉCEMBRE 2024

Toutes et tous mobilisé-es et en grève !



**POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES
ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI
DE QUALITÉ, DANS L'INDUSTRIE
ET LES SERVICES PUBLICS**

Les services publics, à commencer par l'hôpital et l'école, sont gravement en danger et on nous promet une nouvelle et violente politique de baisse des dépenses publiques. Pour relever les enjeux qui sont posés aujourd'hui, il faudrait au contraire investir des budgets pour des politiques publiques soutenues en matière de santé, d'éducation et de formation professionnelle, de recherche, d'environnement. Ce sont des investissements d'avenir.

Avec la bénédiction du patronat, Medef en tête, l'aggravation de la politique contre nos droits sociaux est aussi à l'ordre du jour : assurance chômage, sécurité sociale, retraite... tout y passe. Dans le même temps, tout augmente sauf nos salaires et notre pouvoir d'achat continue à baisser.

Depuis plusieurs mois, la CGT alerte sur la situation de l'emploi et la perte de notre industrie là où des développements et des relocalisations devraient être envisagées, dans l'industrie du médicament par exemple.

La CGT recense plus de 180 plans sociaux impactant plusieurs secteurs :

- la métallurgie : **13 000** emplois directs supprimés ou menacés,
- le commerce : plus de **10 000** emplois directs supprimés,
- le secteur public et associatif : plus de **7 000** emplois supprimés,
- les banques et assurances : plus de **6 000** emplois supprimés ou menacés,
- la chimie : plus de **7 000** emplois directs supprimés.

L'État ne joue pas son rôle de garant, au contraire, il aggrave la situation par la distribution massive d'argent public sous forme d'aides et subventions aux entreprises qui, sans obligation de contreparties, licencient et délocalisent. Ces aides publiques touchent principalement les grandes entreprises qui augmentent ainsi leurs profits. La France a besoin d'une politique industrielle et de services publics forts pour répondre aux besoins de la population, assurer un développement économique équilibré des territoires, s'engager dans la relocalisation des capacités de production d'objets durables et réparables.

Le progrès social a besoin d'une politique de formation et de création d'emplois pour répondre aux besoins fondamentaux de la population : alimentation, eau, énergie, transports, éducation, santé, logement, culture. Il ne peut y avoir de services publics sans industrie ni d'industrie sans services publics !

À partir de nos revendications, **toutes et tous mobilisé-es le 12 décembre** en interprofessionnel, dans la santé, dans le social et ailleurs, nos convergences sont notre plus grande force !